

# LA CAUSE DU PEUPLE ?

Par Jean Cornil

Présence et Action Culturelles

***Dans son dernier livre, Clémentine Autain écrit que « le peuple avait disparu de notre vocabulaire. Même à gauche, la référence ne faisait plus recette. Le peuple morcelé, atomisé, avait quitté l'imaginaire collectif ». Et voilà, qu'avec la crise centrale que traverse notre modernité, qu'avec le chômage qui ne cesse de grimper, qu'avec les licenciements collectifs suite aux délocalisations industrielles, qu'avec la souffrance sociale, la précarité, la pauvreté, la figure du peuple ressurgit. Le peuple contre les élites et les nantis. Le peuple comme la plèbe qui refuse un ordre du monde fondé sur l'argent fou et les vertigineuses inégalités. Une révolte, encore informe et peu structurée, mais qui gronde de Paris à Athènes, de Seraing au Caire.***

Les formes de cette expression directe du peuple peuvent prendre des contours extrêmement différents, souvent contradictoires. Mobiliser les catégories populaires peut politiquement alimenter le meilleur comme le pire, de nationalisme identitaire et xénophobe à une vraie force de transformation sociale. De la Hongrie à la France, de notre Belgique à l'Espagne, toutes les dernières élections traduisent le regain de mouvements politiques plus radicaux. La crise, de par sa profondeur, attise la révolte sociale et engendre des expressions politiques moins conventionnelles et plus marquées que le jeu traditionnel entre la social-démocratie et le libéralisme plus ou moins social.

Il y a souvent un court-circuitage par la « rue » des procédures décisionnelles patiemment élaborées au fil de la construction démocratique. La misère fait éclater l'enserrement de la politique et les pesanteurs constitutionnelles des scrutins. L'individualité citoyenne a rongé comme un acide les solidarités ancestrales pour déboucher sur une solitude et une atomisation de chacun, perdu au beau milieu du champ de bataille électoral. Devant cet esseulement généralisé, renforcé par la logique capitaliste qui ne connaît l'homme qu'en qualité de producteur et de consommateur, de nouvelles fraternités voient le jour. Des résistances se dressent. Des alternatives foisonnent. Peu à peu, du collectif se réapproprie la scène du spectacle politique. De spectateurs amorphes, nombre d'entre-nous aspirent à devenir acteurs engagés. Là où le peuple s'était évanoui, dissout dans les concurrences individuelles, il renaît sous des formes variées et contrastées. De la nation dont émanent tous les pouvoirs et qui paradoxalement érige l'individu roi au travers d'un concept abstrait, il y a un glissement chaque jour plus marqué vers la coopération et vers la solidarité qui progressent au sein de la société civile. Mais il y a peuple et peuple.

Chacun connaît la boutade : Si le peuple se trompe, ou vote dans le mauvais sens, alors il faut changer de peuple. Mais quel peuple ?

La grande transformation depuis 1750, c'est le passage des monarchies triomphantes en Europe (les Bourbons, les Habsbourg, les Romanov,...) aux peuples souverains deux siècles plus tard. Nous vivons aujourd'hui une spectaculaire unanimité du recours au peuple. Tous les régimes, même les plus tyranniques, invoquent toujours l'intérêt le plus profond du peuple pour légitimer leurs actions. Comme l'écrit Pierre-Henri Tavoillot dans *Qui doit gouverner ? Une brève histoire de l'autorité* « *L'universalité du principe (l'idée démocratique qui est devenue l'horizon indépassable de la politique), qui tient beaucoup à son caractère vague, ne doit pas cacher la grande variété de ses applications* ». Des révolutions arabes à la souveraineté populaire, de l'invocation du peuple contre les élites aux manifs contre la « Commission de Bruxelles », des généraux birmans aux nationalismes du moment, chacune à recours à son peuple pour justifier son pouvoir ou contester la domination des puissants.

Dans l'Histoire moderne, l'idée démocratique a connu des chemins différents et trois lieux de naissance. L'Angleterre d'abord, avec sa voie évolutive et pragmatique, contre les prétentions de la monarchie absolue. Les Etats-Unis ensuite, de la décolonisation envers la Grande-Bretagne, à la rédaction en 1787 d'une Constitution qui inaugure le fonctionnement des démocraties contemporaines. La France enfin, dont le cheminement inspiré par Jean-Jacques Rousseau est révolutionnaire et rationaliste, et combine l'universalisme des droits et la centralisation administrative. Avec cette question centrale posée par Sieyès : « *Qui est le peuple qui doit gouverner le peuple ?* ».

Car, en philosophie politique, le peuple, cette énigme comme l'écrit Tavoillot, peut conduire à deux sens radicalement différents. Soit, il est un concept social qui se définit par tout ce qui n'est pas lui (les riches, les élites, l'oligarchie, les technocrates, l'Etat, « ceux d'en haut »,...). Soit, il est un concept englobant qui transcende les particularismes et renvoie à l'unité collective, à la nation, à la volonté générale, à la République,... Autrement dit : « *le peuple est-il l'idéal éclairé de l'élite ou le peuple réel de la masse ?* » « *Et son unité réside-t-elle dans une volonté générale (Etat) ou dans le libre jeu des volontés individuelles (société civile) ?* ». Ambiguïté fondamentale du peuple, *populus* ou *vulgus* ? Intérêt commun ou masse des gueux ? Beau et noble peuple contre versatile et ignare plèbe ? A la fois héros et diable, gare aux tentations technocratiques (« éclairer » le peuple) ou démagogique (« flatter » le peuple).

Si le peuple est vulgaire, comment alors l'émanciper, le régénérer ? Comment extirper les reliquats de l'Ancien Régime ou aujourd'hui ceux de « son petit capitalisme intérieur » selon la formule de Christian Arnsperger ? Par un changement radical pour remodeler l'âme du peuple version Robespierre et Saint-Just ? Ou patiemment par l'instruction civique et l'éducation, version Condorcet, démarche plus douce mais qui pose l'enseignement comme outil central pour transformer les mentalités ? A chaque « problème de société » mis en exergue par notre époque, la question de l'école ressurgit.

Un autre angle d'approche du peuple est logé dans le rapport entre la société civile et l'Etat. Seconde contradiction entre les deux figures du peuple : soit un ensemble d'individus privés aux intérêts égoïstes, soit une collectivité de citoyens mus par une volonté commune. Société civile ou pouvoirs publics. Comme l'écrit toujours Tavoillot : « comment envisager leur articulation ? ». Deux possibilités : la dissolution de l'Etat dans la société civile. C'est

l'anarchisme de Proudhon. On l'inverse. C'est le communisme dont connaît les ravages au siècle dernier – ce qui n'exclut pas que d'autres formes ne resurgissent dans l'histoire.

Autrement dit, comment articuler la liberté et l'ordre ? L'autonomie et l'égalité ? Immense question, source d'une multitude de doctrines et de tentatives politiques concrètes, qui démontre l'extrême difficulté de concilier les trois valeurs du triptyque de la Révolution française. Le libéralisme philosophique serait-il le point d'équilibre ? Après 1789, il fallait 1848 pensait Karl Marx. Après 1917 et la crise de 2008, je doute encore de la triomphale défaite du capitalisme. L'harmonisation qui devait résulter du libre jeu des actions particulières, comme la fable des abeilles, a conduit à une situation diamétralement opposée.

*« Qui doit gouverner ? Le peuple, certes ; mais il n'existe pas. A peine espérée sa figure nous échappe et son pouvoir devient tyrannique »* écrit encore Tavoillot. *« Le peuple peut être plus dangereux qu'un tyran »* pensait Benjamin Constant. A l'inverse *« le peuple n'a qu'un ennemi sérieux, c'est son gouvernement »* disait Saint-Just. Comment naviguer entre ces deux écueils, en refusant toute mystique du peuple mais en évitant de devenir un briseur définitif de rêve ? Au moment où nos démocraties s'essouffent, malmenées par la dictature des marchés financiers d'un côté et par la montée des populismes de l'autre, comment et par quelles formes, renouveler le sens de notre gestion collective de la Cité vers une citoyenneté plus mature et une représentation mieux à même de piloter la complexité de notre présent ? Le défi de l'imagination politique pour figurer autrement le peuple débouche sur une passionnante nouvelle voie à explorer.

Pour aller plus loin :

Clémentine Autain, « Le retour du peuple, De la classe ouvrière au précaire », Stock, 2012.

Jacques Rancière, « La haine de la démocratie », La Fabrique, 2005.

Pierre-Henri Tavoillot, « Qui doit gouverner ? Une brève histoire de l'autorité », Grasset, 2011.

Philosophie Magazine, « Le peuple a-t-il perdu le pouvoir ? », n° 45, Février 2011.

**Analyse 2012-30 / Présence et Action Culturelles**